

(N° 116.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1845 — 1846.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. ZOUBE, rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1. 1125. Par pétition sans date ,

Les pharmaciens de la province de Limbourg prient la Chambre de s'occuper d'une loi sur l'enseignement pharmaceutique.

2. 1139. Par pétition datée de Bastogne, le 12 novembre 1844,

Plusieurs pharmaciens établis dans la province de Luxembourg demandent qu'il soit interdit aux médecins et chirurgiens du plat-pays de fournir les médicaments aux malades qu'ils traitent.

5. 1196. Par pétition datée de Gheel, le 12 décembre 1844,

Plusieurs pharmaciens de la province d'Anvers demandent des modifications à la loi sur l'art de guérir, afin qu'il soit défendu aux médecins et chirurgiens de vendre des médicaments.

4. 1199. Par pétition en date du 12 décembre 1844,
Le sieur Hainaut, pharmacien à Hansinelle, demande la révision des lois qui régissent la pharmacie.
5. 1268. Par pétition datée de Houffalize, le 7 janvier 1845,
Plusieurs docteurs et licenciés en médecine, accoucheurs et médecins vétérinaires, domiciliés dans les communes rurales des provinces de Liège et de Luxembourg, présentent des observations contre le projet qui aurait pour but de défendre à leurs médecins du plat-pays de fournir des médicaments aux malades.
6. 1655. Par pétition en date du 26 avril 1845,
Les sieurs Fortams, Leroux et Munchen, pharmaciens à Bouillon et Bastogne, demandent une loi sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie. — Concl. — Renvoi de ces pétitions à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 960. Par pétition en date du 8 mai 1844,
Le sieur William Wood, blanchisseur, teinturier et apprêteur, à Borgerhout, demande que le sel dont il a besoin pour son industrie soit exempt de l'impôt établi par la loi sur le sel. — Concl. — Ordre du jour.
8. 998. Par pétition datée de Marchin, le 18 mai 1844,
Le sieur Courtoye soumet à la Chambre la question de savoir si l'art. 129 de la loi du 8 janvier 1817, autorise le Gouvernement à rendre les miliciens en réserve qui se font substituer, responsables de leurs substituants pour tous les cas où les miliciens remplacés sont responsables de leurs remplaçants. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
9. 1222. Par pétition en date du 12 janvier 1845,
Plusieurs propriétaires et habitants de la commune de Desschel réclament contre la contribution qui leur est imposée pour la construction du canal de Bocholt à Herenthals. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
10. 1225. Par pétition datée des Awirs, le 20 décembre 1844,
Les membres du conseil et plusieurs habitants de la commune des Awirs demandent que la rampe d'abordage à la Meuse, qui doit être construite dans cette commune, soit placée à l'endroit où elle a toujours existé. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

11. 1262. Par pétition en date du 13 janvier 1845 ,
Le conseil communal d'Alost , demande la réunion des deux sections cantonales qui divisent cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
12. 1273. Par pétition en date du 20 janvier 1845 ,
Plusieurs habitants de Stavelot prient la Chambre de lever les entraves dont souffre le commerce de cette ville , par suite du traité conclu avec le Zoll-Verein.
Même demande du sieur Bonnelame. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
13. 1519. Par pétition en date du 4 février 1845 ,
Les membres composant l'administration de Martelange demandent qu'on fasse remise aux habitants de cette commune du montant de leurs contributions depuis le traité de 1839 jusqu'à 1844. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
14. 1552. Par pétition en date du 15 février 1845 ,
Les distillateurs de Hasselt présentent des observations sur l'indemnité qu'il convient d'accorder aux propriétaires de bestiaux abattus pour cause de maladie contagieuse. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 1540. Par pétition en date du 18 février 1845 ,
Le sieur Vaessen, fabricant de draps à Verviers, demande qu'il soit pris des mesures pour que les uniformes des employés belges ne puissent être confectionnés à l'étranger. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16. 1548. Par pétition sans date ,
Le sieur Martin, propriétaire d'une poudrière à Courcelles, dont le laboratoire a fait explosion, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'autorisation de remettre son établissement en activité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
17. 1556. Par pétition en date du 6 mars 1845 ,
Le conseil communal de Sibret demande la construction de la route de St-Hubert à Bastogne par Sibret. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
18. 1711. Par pétition sans date ,
Les propriétaires fonciers du pays dit de Herve, demeurant

à Liège, se plaint d'une circulaire de M. le Ministre des Finances qui interdit la circulation du beurre pendant la nuit.

Mêmes plaintes des habitants de la commune de Hombourg et de celle de Moresnet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

19. 1413. Par pétition datée de Lommel, le 1^{er} mars 1845,

Plusieurs propriétaires de terrains cédés au Gouvernement, pour la construction de la 1^{re} section du canal de la Campine, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement du prix de leur cession, ainsi que des intérêts dont il doit leur être tenu compte aux termes du Code civil. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

20. 1416. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} mars 1845,

Plusieurs propriétaires des maisons qui forment la rue Verte et la rue Thérésienne, à Bruxelles, prient la Chambre de réclamer de M. le Ministre des Travaux Publics les explications qu'elle lui a demandées sur leur pétition tendant au rétablissement d'une communication directe entre la rue Verte et la place du Palais. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics, avec demande d'explications.

21. 1419. Par pétition en date du 22 février 1845,

Plusieurs habitants de Gheel demandent que la colonie d'insensés qui se trouve dans cette commune soit placée sous la direction et la surveillance exclusives du Gouvernement. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

22. 1450. Par pétition sans date,

Les administrations communales du canton de Beerin ghen demandent que les communes de ce canton soient déchargées du fardeau des logements militaires à l'occasion de la période annuelle du camp de Beverloo. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

23. 1496. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 5 avril 1845,

La veuve du lieutenant-colonel Guelton demande une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

24. 1562. Par pétition en date du 17 avril 1845,
La veuve Ortman-Lonhienne, et les sieurs Gros fils, brasseurs à Verviers, demandent qu'on leur restitue ce qu'ils ont payé de trop sur leurs fabrications. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
25. 1568. Par pétition datée de Schaerbeek, le 18 avril 1845,
Le sieur Santlus, inspecteur surveillant à l'école centrale de commerce et d'industrie, qui a obtenu la naturalisation ordinaire, prie la Chambre de l'exempter du droit d'enregistrement ou de l'autoriser à n'acquitter ce droit que par cinquième d'année en année. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
26. 1598. Par pétition en date du 21 avril 1845,
Le sieur Jean Verhaeghen, marchand à Virton, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la remise du droit qu'il a payé en trop par suite d'une erreur dans sa déclaration de patente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
27. 1648. Par pétition datée de Namur, le 26 avril 1845,
Plusieurs docteurs en médecine et chirurgie, de Namur, demandent l'abolition du droit de patente auquel sont assujettis ceux qui exercent l'une des branches de l'art de guérir. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
28. 1662. Par pétition en date du 1^{er} mai 1845,
Quelques propriétaires de Froid-Chapelle se plaignent de la manière dont le bourgmestre soigne les intérêts de la commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
29. 1685. Par pétition en date du 30 avril 1845,
L'administration communale de Tirlemont, dont la réclamation du chef de pertes, causées par les événements de guerre de la révolution a été écartée par le motif que la loi du 1^{er} mai 1842 ne serait applicable qu'aux *individus seuls*, prie la Chambre de la relever de cette décision. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
50. 1755. Par pétition datée de Liège, le 17 novembre 1845,
Le sieur Henri De Behr réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'autorisation de construire une maison sur une propriété située dans la zone du fort de la citadelle de Liège. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

51. 1640. Par pétition datée de Mettet, le 25 avril 1845,
- Les bourgmestres de plusieurs communes de la province de Namur demandent qu'il soit porté une loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire, et que tous les artistes vétérinaires diplômés puissent traiter les diverses maladies épizootiques.
52. 1536. Par pétition en date du 9 avril 1845,
- Le bourgmestre de la commune de Dalhem demande que tous les vétérinaires diplômés puissent exercer les droits réservés aux vétérinaires du Gouvernement par l'arrêté royal du 19 avril 1841, relatif à l'indemnité sur les fonds d'agriculture.
- Même demande du bourgmestre de la commune de Mouland.
53. 1541. Par pétition datée du 8 avril 1845,
- Le bourgmestre de la commune de Richelle demande que tous les vétérinaires diplômés puissent exercer les droits réservés aux vétérinaires du Gouvernement par l'arrêté royal du 19 avril 1841, relatif à l'indemnité sur les fonds de l'agriculture.
54. 1584. Par pétition en date du 15 avril 1845,
- Le sieur Leloup, vétérinaire à Chenée, prie la Chambre de modifier quelques unes des dispositions sur l'exercice de la médecine vétérinaire.
55. 1604. Par pétition sans date,
- Plusieurs médecins vétérinaires établis dans la Flandre orientale, demandent que tous les artistes vétérinaires diplômés, puissent exercer les droits que l'arrêté royal du 19 août 1841 réserve aux artistes vétérinaires du Gouvernement. — Concl. — Renvoi de ces pétitions à M. le Ministre de l'Intérieur.
-